

SCIENCES ET TECHNOLOGIES: DU PAYSAN AU PAYSAN...

On entend souvent parler de «*crise porcine*», de «*malaise dans la filière bovine*», voire de difficultés du «*modèle breton*». Fragmenter la réalité sociale permet aux dirigeants d'occulter le caractère systémique des «*dysfonctionnements*», c'est-à-dire d'évacuer le capitalisme, et son bras armé, l'État, comme cause majeure des fameuses «*crises*» (économique, politique, culturelle, morale, écologique). Or, la prétendue «*crise agricole*» trouve son origine dans l'intégration forcée du «*paysan*» dans l'ère de la mécanisation, de la chimie, du productivisme, c'est-à-dire le processus d'industrialisation de l'agriculture. On peut aller jusqu'à affirmer que le capitalisme implique dans sa finalité même la destruction, la liquidation des sociétés paysannes.

UNE DYNAMIQUE MEURTRIÈRE

Même si le terrain se trouve préparé depuis la révolution industrielle et les premiers balbutiements de la technique, c'est surtout à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale que divers ingrédients vont contribuer à accélérer le cycle production-consommation, la marchandisation généralisée: mythe de la modernité, fascination pour le «*Progrès*», projet prométhéen de transformation de la nature pour évacuer notre finitude, culte de l'investissement et de l'innovation, consensus positiviste, tyrannie de la quantification, domination de l'avoir sur l'être, nécessité de la reconstruction, grandeur et rayonnement nationaux, coalition des différents pouvoirs (politique, financier, industriel, technoscientifique, militaire, médiatique) avec la corruption inhérente, vont coloniser les esprits, marteler les «*bienfaits*» du dynamisme américain. La seule voie pertinente est la croissance économique, rendue possible par le pillage des matières premières des pays «*sous-développés*» et leur main-d'œuvre à bon marché, et facilitée par les simulacres de débat ou la répression régulière à l'égard de ceux qui osent contester ces choix économiques et sociaux.

Concernant spécifiquement l'agriculture, avec la loi d'orientation agricole des années 1960-62, la cogestion de l'État et de l'organisation mafieuse qu'est la FNSEA (1), ainsi que l'aveuglement d'organismes tels que l'INRA (2), la voie est désormais tracée. Contre la diversité historique des paysanneries, il n'existe plus qu'un seul type de rationalité économique, qu'une seule question: comment produire plus, à moindre coût? L'agriculture, dont les fonctions jusqu'à présent consistaient à nourrir la population, à entretenir les milieux «*naturels*», à faire vivre les campagnes, aura désormais pour but principal, de générer des profits. Au prétexte que les besoins alimentaires ne sont pas satisfaits dans leur totalité, il s'agit de développer la vocation exportatrice de l'agriculture, parce que le capitalisme ne s'accommode que de structures à grande échelle et ne peut intégrer la notion de limites.

Ainsi commence la vampirisation de l'agriculture familiale et paysanne par l'agriculture industrielle. La concentration de terres, l'agrandissement des exploitations s'accélèrent; jusqu'à l'absurde: une ferme de 500.000 porcs en Chine. Et, par conséquent, leur nombre diminue partout fortement: de 81 à 48.2% dans les «*pays en développement*» entre 1980 et 2010, de 35 à 4,2% dans les pays industrialisés pour la même période. En Europe, en 2010, il disparaissait une exploitation agricole toutes les trois minutes. Concernant la France, en 1945 les paysans étaient 7,4 millions et représentaient 36% de la population active; en 1975, ils n'étaient plus que deux millions soit 9% de la population active. L'exode agricole et rural s'accélérait. En démantelant le système de polyculture-élevage, il s'agissait de séparer l'économique du social, de sélectionner et d'éliminer, tout en invitant les agriculteurs âgés à libérer leurs terres. D'un côté, favoriser par de

(1) Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (n.d.l.r.).

(2) Institut National de la Recherche Agroalimentaire (n.d.l.r.).

(3) P. Bitoun et Y. Dupont, *Le sacrifice des paysans*, Éditions L'Échappée

nombreuses aides directes et indirectes les «novateurs» dont le système avait besoin, ceux qui passeront du statut de paysan à celui de chef d'entreprise; de l'autre, rendre les conditions de travail de plus en plus difficiles pour ceux qui refusaient de se couler dans le moule de la modernisation, et les diriger vers l'usine. Si bien qu'en à peine trente ans, la production agricole se trouve subordonnée aux exigences du marché, aux impératifs des multinationales impatientes d'imposer leurs façons de produire, de manger, de vivre.

DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Le bilan de cette mise sous tutelle de l'agriculture par la finance et la technoscience s'apparente, au niveau mondial, à un ethno-cide. Tout d'abord, la chute vertigineuse du nombre d'exploitations, due à la dictature du rendement, condamne des millions de paysans à un chômage chronique, avec les incidences psychologiques qui l'accompagnent (solitude, sentiment d'inutilité, perte de dignité, état dépressif). Pour ceux qui restent dans la profession, le lot quotidien tourne au cauchemar: charge de travail considérable (couramment 70 à 80 h par semaine), spirale du surendettement qui met l'entreprise à la merci d'une erreur de gestion, d'un accident sanitaire ou climatique (plus de 40.000 exploitations soit près de 10 % - seraient en grande difficulté), santé détériorée aussi bien pour le professionnel que pour le consommateur (stress, accidents, intoxications, allergies, déficiences immunitaires, cancers, diminution de la fertilité), perte de sens du travail, risques de faillites, suicides (tous les deux jours dans les campagnes françaises, un agriculteur se donne la mort; en Inde, c'est plus de 250.000 fermiers qui se sont suicidés entre 1995 et 2010).

Parce que la modernité subvertit le rapport à la nature, au plan écologique, le désastre s'avère d'ampleur comparable, dû à une mécanisation outrancière, à l'emploi permanent de la chimie, à la surexploitation des terres (déjà grignotées par l'urbanisation et les infrastructures de transports) ainsi qu'à l'«aménagement du territoire»: pollution des rivières et des nappes phréatiques, empoisonnement, érosion et compactage des sols, destruction du paysage bocager par les opérations de remembrement, réduction de la biodiversité des agro-écosystèmes liée à l'hyper-sélection des plantes et des animaux...

Déjà considérables, les dégâts ne se limitent pas à ce qui précède. Des territoires de moins en moins habitables, des campagnes de plus en plus uniformisées, rurbanisées, sont les témoins d'une désertification rurale amorcée depuis plus d'un demi-siècle: des services publics qui ne sont plus assurés, des écoles et des réseaux de transports qui ferment, des commerces et des artisans qui disparaissent, des équipements collectifs sous-utilisés, des villages qui meurent, malgré la volonté parfois vive des habitants de rompre cette fatalité.

Écosystèmes, patrimoine architectural, tissu social, mémoire collective, c'est bien du bouleversement d'une civilisation rurale dont il s'agit, de la disparition programmée de sociétés paysannes porteuses de valeurs. Cette haine se traduit clairement par un vocabulaire sans équivoque: «plouc», «péquenaud», «bou-seux», «cul-terreux» ne sont pas que des «insultes», mais la réalité de quelques générations de paysans que l'on a taxés d'archaïsme, d'irrationalité, d'obscurantisme, et qu'on a sommés d'abandonner leurs dialectes, leurs manières d'être, leur savoir-faire. Paysans dont on ne tolère la présence que dans les écomusées ou les événements folkloriques.

Par ailleurs, le capitalisme a dressé l'agriculture «moderne» confie les systèmes agraires traditionnels. La réduction des coûts de transport et la libération du commerce international ont plongé la plupart des pays pauvres dans une dépendance alimentaire grandissante; de nombreux produits «occidentaux» largement subventionnés, détruisant les marchés locaux sur lesquels ils parviennent. Suivant les conseils intéressés des experts des pays occidentaux, de lourdes dépenses publiques en matière d'infrastructures urbaines et de communication, d'administration, de défense ont considérablement grevé les budgets de ces pays, consacrant le sacrifice de l'agriculture par rapport à l'industrie. D'autre part, si la construction de grands barrages dans certains pays a été préférée à l'exploitation de petits lacs, c'est parce que les grands travaux rapportent davantage aux entreprises de travaux publics des pays «développés».

Et tout ce massacre systématique (auquel il faut ajouter celui des animaux, victimes d'un rapport utilitaire fondé sur le mépris et le déni de la souffrance) pour parvenir à un constat désespérant: l'industrie déverse plus d'énergie dans l'agriculture quelle n'en récupère de ses cultures à haut rendement!

DES RÉSISTANCES ANÉANTIES

De la même manière que de nombreux ouvriers ou artisans se sont opposés à l'avancée de techniques qui les privaient de leur autonomie, les luttes paysannes pour la défense des libertés jalonnent l'histoire.

Jusqu'à aujourd'hui où un modèle technico-économique asservissant, fondé sur l'intensification et la spécialisation étroite de leur activité (monoculture, élevage intensif), dépossédé les agriculteurs de la maîtrise de leur métier au profit des organismes de collecte et de la grande distribution.

Les paysans dans la lutte des classes, c'est avec ce titre que Bernard Lambert, agriculteur et militant infatigable, va accompagner les «paysans-travailleurs» dans leurs exigences de dignité, de justice pour les «petits». dans leur volonté de sortir le monde agricole de son ghetto corporatiste pour devenir «partenaires» des ouvriers. Cassant le mythe soigneusement entretenu de l'unité paysanne, il dénonce la prolétarianisation des paysans, la domination des firmes agro-alimentaires sur un univers à peine sorti de l'emprise des notables et de la noblesse. Dénonciation du capitalisme, revendication d'une organisation syndicale spécifique des petits et moyens paysans, «Commune de Nantes» de 68, marche sur le Larzac de 73 jusqu'au démontage du Mc Do de Millau et le refus de la «malbouffe», à la mobilisation contre l'OMC, au fauchage d'OGM ou à la lutte contre l'aéroport de NDDL. Bien entendu, les dirigeants économiques et politiques de tous poids n'auront de cesse de faire taire ces voix lucides et discordantes et d'étouffer les recherches d'alternatives.

ENSEMENCER LES CHAMPS DU POSSIBLE

Aux réductionnistes acharnés à découper la réalité en tranches, il faut rappeler que les problèmes économiques, politiques, écologiques, psychologiques et sociaux sont intimement liés. Il ne suffira donc pas, comme le prétendent certains, de socialiser les moyens de production ni, comme l'imaginent d'autres, de croire en la technoscience. Si les sociétés paysannes ont longtemps résisté à l'usure du temps, il est probable que, pour avoir joué les apprentis sorciers et les docteurs Frankenstein, l'avenir de la société industrielle «hors-sol» soit de courte durée.

Au-delà de la seule exploitation économique, le désir de conquête, la volonté de puissance, la hiérarchisation des cultures, la crainte de la différence ont conduit aux multiples tentatives d'éradication de ce qui «menaçait» d'aspirer à l'autonomie: le sauvage, l'Indien, le Noir, mais aussi le paysan, et à un degré moindre la femme, «imprévisible», «écervelée» et bientôt potentiellement dépossédée par les biotechnologies du pouvoir de donner la vie. Ceux qui sont dans «l'incapacité d'exploiter efficacement le milieu naturel» ne sont que des «brouillons d'humanité» voués à l'extinction, ou au moins sommés de s'intégrer ou de disparaître.

C'est peut-être la vie elle-même, dont le foisonnement fait perdre au technocrate ses repères, ses certitudes, qui inquiète. Comme si la nature n'était à sa place que sous le contrôle vigilant de l'homme. Rejet de l'univers symbolique, de l'émotion, de l'intuition, du poète, de l'artiste: l'objet de la modernité, de l'utopie technoscientifique et hygiéniste serait-il de nous faire oublier nos origines? Négligeant le fait que ce projet qui «assimilait le pouvoir de la Raison à la toute-puissance du rationnel, porte en lui ce qu'il s'employait pourtant à combattre: la folie, la sauvagerie, le démoniaque» (4).

S'interroger sur la crise générale de civilisation, sur le mirage actuel du progrès culturel et de l'émancipation humaine, c'est reconnaître que les paysanneries, sur l'ensemble de la planète, ont été sacrifiées sur l'autel du progrès, dans l'indifférence à peu près générale, au moins concernant les pays industrialisés. C'est, comme nous y invitent les auteurs de l'ouvrage remarquable *Le sacrifice des paysans*, questionner les apports de la «modernité»: mépris du passé ou relecture pertinente de l'Histoire, domestication de la nature ou partenariat avec ses processus, monde hygiéniste et aseptisé ou contact avec l'organique, prédation inconséquente ou gestion intelligente des ressources, développement infini des forces productives ou sens de la mesure, tyrannie des besoins ou frugalité, grisurie de la vitesse ou éloge de la lenteur, hypermobilité au prix du déracinement ou exigence de stabilité, fragmentation des différents domaines de l'existence ou unité de la vie, société à haut risque technologique et social ou principe de précaution...? Si nous renonçons à choisir, la confrontation imminente aux limites physiques de la planète nous y contraindra: le retour des «paysans» sera alors incontournable. Aucune transformation sociale ne pourra avoir lieu si elle ne se fonde pas sur une agriculture paysanne fondée sur une hybridation pertinente et évolutive entre savoirs paysans vernaculaires et savoirs scientifiques experts.

Jean-Pierre TERTRAIS,
Groupe La Sociale

(4) *De la bêtise et des bêtes*. Non-signé, Gallimard 1988.